



**FINANCES  
PUBLIQUES**



**LIMINAIRE DES ÉLUS CFDT À LA CAPN  
« ACCUEIL EN DÉTACHEMENT »  
DU 5 DÉCEMBRE 2017**

Monsieur le Président,

En 2018, c'est encore 1600 emplois qui seront supprimés au sein de la DGFIP rendant la situation insoutenable pour nos collègues !!!

En effet, les nouvelles suppressions de postes vont aggraver la situation de nombreux services qui sont déjà en sous-effectif. La seule solution possible pour assurer un service de qualité est d'arrêter immédiatement les suppressions d'emplois.

Concernant cette CAPN dont l'ordre du jour est l'accueil en détachement, la CFDT Finances publiques n'est pas opposée par principe aux accueils en détachement mais demande qu'une formation soit assurée à ces nouveaux arrivants.

Pour une meilleure intégration, il est urgent de prévoir une formation initiale professionnelle de qualité pour tous ces agents afin de leur permettre de se sentir pleinement intégrés au sein de notre administration.

De plus, la CFDT Finances publiques demande que l'accueil en détachement dans le corps des agents C se fasse sans léser aucun agent de la DGFIP comme ce fut le cas lors de la CAPN du 2 décembre 2016 en Corse et, que le traitement soit identique pour tous.

Pour conclure :

**La CFDT REFUSE**

- Le manque d'effectifs et de moyens de fonctionnement qui ont un effet dramatique dans les services et qui mettent en péril l'ensemble des missions publiques fiscales, comptables, foncières, domaniales et de support dévolues à la DGFIP
- Les fermetures incessantes de services, très souvent incohérentes, non négociés, improvisées, déstabilisantes pour les usagers, mortifères pour le service public et anxiogènes pour les agents.

- La fragilisation des garanties de maintien à résidence, du fait de la fermeture d'un grand nombre d'unité de travail.
- La pression continue des objectifs qui pèse sur les agents, auxquels on demande toujours plus de résultats avec toujours moins de moyens.
- La dégradation continue des conditions de vie au travail qui se nourrit des sous-effectifs, de la perte de repères professionnels et des bouleversements perpétuels en matière d'organisation du travail.
- Le degré zéro du dialogue social, tant sur le plan national que local.

### **La CFDT EXIGE**

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- Des moyens permettant d'assurer correctement l'ensemble des missions publiques fiscales, comptables, foncières, domaniales et de support dévolues à la DGFIP
- Un véritable dialogue social, transparent et respectueux des droits des personnels et de leurs organisations syndicales.

**Les élus CFDT : Grégory BOILEAU et Eric GOHIER**  
**Expert : Patrick LAURENT**